



Climat. Les énergies de l'espoir

Cédric Philibert

Paris, Les Petits Matins, 2025, 224 pages

From Crisis to Action: Climate Change Through the Eyes of the Most Vulnerable

**Abena Takyiwaa Asamoah-Okyere, Christina Natalia Widjaja
et Tim Smedley**

Cambridge, Cambridge University Press, 2025, 282 pages

Économie de l'(in)action climatique

Christian Gollier

Paris, Presses universitaires de France, 2025, 464 pages

Les vents du *backlash* climatique traversent l'Atlantique et soufflent fort sur le Vieux Continent. Ils sont amplifiés par les réseaux sociaux, fabriques de « faits alternatifs » égarant politiques et citoyens. Pour les contrer, on doit leur opposer les faits scientifiques – c'est le rôle du GIEC – mais aussi des narratifs basés sur les meilleures expertises, qui informent correctement et inspirent l'action.

Trois ouvrages parus en 2025 s'inscrivent dans cette perspective. Leurs auteurs, tous engagés dans l'action climatique, développent trois plaidoyers : développer le potentiel des énergies renouvelables ; passer du diagnostic de crise à l'action dans les pays les plus vulnérables ; guider les politiques climatiques avec les bons instruments économiques.

Le titre même de l'ouvrage de Cédric Philibert, longtemps responsable des énergies renouvelables à l'Agence internationale de l'énergie, est une réponse aux contempteurs de ces énergies : *Climat. Les énergies de l'espoir*. Stimulant et didactique, ce livre décrypte l'ampleur des mutations provoquées par le passage d'un système reposant sur les énergies de stocks (biomasse, charbon, pétrole, gaz) à un système captant celles présentes dans les flux naturels : solaire et éolien, à titre principal.

Bonne nouvelle, ce basculement a déjà commencé. Son rythme est très rapide, surtout celui du solaire dont la vitesse de déploiement a déjoué tous les pronostics. « Les installations cumulées ont doublé dix fois depuis 2004 », nous rappelle l'ouvrage. Et le coût de production des modules ? « Une division par mille depuis 1975. » L'élan ne va-t-il pas se briser sur l'écueil de la variabilité des flux solaires ? Objection balayée par l'auteur : le potentiel de stockage par batteries s'envole car son coût décline aussi vite que celui des modules. Sans oublier la complémentarité entre flux solaires et éoliens qui, en zones tempérées, réduit fortement la variabilité des sources renouvelables.

Produire une électricité décarbonée, c'est bien. Mais l'électron ne fournit qu'un cinquième de l'énergie finale utilisée. Comment fait-on avec le reste ? Le chapitre II nous dévoile le potentiel de l'électrification des usages et se focalise sur l'industrie, à l'origine du tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, loin devant les transports. L'industrie est grande consommatrice de chaleur. Or l'électricité permet de fournir la chaleur en quantité, y compris celle à très haute température dont a besoin l'industrie. C'est pourquoi l'électron se substituera aux fossiles pour produire l'acier primaire et le ciment. Ce sera plus compliqué pour le plastique, concède l'auteur. Mais on y parviendra. On l'aura compris : l'ouvrage fait preuve d'un solide optimisme technologique. Dans sa vision prospective, seuls l'aviation et le transport maritime sur longue distance semblent échapper à l'électrification des usages.

Mais être optimiste n'est pas interdit, pour peu qu'on avance les bons arguments face aux opposants aux renouvelables. Manque de place ? Avec un hectare de photovoltaïque au sol, on peut faire rouler une « watture » 164 fois plus loin qu'avec un hectare de bioéthanol pour un véhicule thermique. Pénuries de métaux critiques ? Comme dans le cas du cuivre, traité en détail dans l'ouvrage, les ressources ultimes ne sont guère connues. Les réserves exploitables, elles, augmentent à un rythme voisin ou supérieur à celui des extractions. Si pénurie il y a, elle viendra plutôt de la position dominante de la Chine dans la nouvelle géopolitique de l'énergie.

Un champ que le livre n'approfondit pas, pas plus que celui des atteintes à la biodiversité, uniquement traitées sous l'angle de l'emprise au sol des fermes solaires et éoliennes. Le lecteur reste ici un peu sur sa faim. Le débat sur les énergies renouvelables ne peut éluder ces questions de société, de même que celle du lien entre la transition écologique et les inégalités dans le monde, sujet central de notre deuxième lecture : *From Crisis to Action: Climate Change Through the Eyes of the Most Vulnerable*, de Abena Takyiwaa Asamoah-Okyere, Christina Natalia Widjaja et Tim Smedley.

Le sous-titre nous le rappelle : le changement climatique affecte 1,75 milliard de personnes vivant dans les pays les plus pauvres, regroupés dans l'organisation intergouvernementale CVF-V20 (Climate Vulnerability Forum et V20 pour son volet financier).

L'alternance de récits de terrain et d'analyses fouillées fait la force de l'ouvrage, qui s'ouvre sur trois témoignages. Le leader indigène Victor déplore l'imprévisibilité croissante des précipitations dans les villages du sud-ouest colombien, qui déstabilise l'agriculture, ciment des communautés locales. Sur l'île de Sainte-Lucie, témoigne Jevanic, le réchauffement de la mer des Caraïbes a provoqué le blanchiment des coraux et l'intensité des ouragans favorise les submersions. À des milliers de kilomètres, Sweta est médecin au Népal. Certains de ses patients, exposés aux canicules sur les chantiers au Proche-Orient, ont rapporté de graves pathologies du foie nécessitant des soins lourds.

Victor, Jevanic, Sweta et beaucoup d'autres témoignent en premier lieu de l'intensité des impacts du réchauffement, analysés plus en détail au chapitre « Heat,

Health, and Hunger ». Le coût sanitaire du réchauffement y est particulièrement mis en avant, grâce à la mobilisation des données du *Lancet Countdown*. Les interactions entre ces 3H meurtrissent les individus et coûtent de plus en plus cher aux sociétés.

L'ouvrage ne sombre pas dans la facilité de la complainte. Il construit un plaidoyer en faveur d'investissements massifs dans la résilience climatique afin d'anticiper les impacts du réchauffement, qui vont s'accroître dans tous les scénarios, et de faire face aux pertes et dommages qui n'ont pas pu être évités.

Ces investissements requièrent une mobilisation étendue, et en particulier celle des peuples premiers qui détiennent de nombreuses connaissances et savoir-faire sur le milieu naturel. Les conditions internes de cette mobilisation ne sont cependant pas étudiées. Ici encore, le lecteur reste sur sa faim. Le livre est, par contre, très clairvoyant sur l'immense besoin en capitaux, impossibles à mobiliser sans des apports extérieurs massifs depuis les pays riches qui, à l'origine du réchauffement planétaire, ont contracté une dette climatique qui doit maintenant être remboursée.

Le chapitre sur la nouvelle macroéconomie du climat explore les voies du remboursement de cette dette. Primo, les débiteurs (les pays riches) pourraient rembourser une partie de leur dette par intérêt : cela solvabiliserait des marchés nouveaux de près de 2 milliards de consommateurs. Argument classique, mais peu probant. Plus pertinent : en remboursant leur dette climatique, les pays riches investiraient de nouveaux champs de connaissance en matière d'adaptation au changement climatique, « les transferts de connaissance, souvent vus comme descendant du Nord vers le Sud, circulant alors dans les deux directions ». Plus technique : les créanciers (les pays pauvres) pourraient monétiser leur créance par des *swaps* climatiques, à l'image de ce qui se pratique couramment sur les marchés financiers. L'idée est porteuse. Pour la mettre en œuvre, il faudrait cependant que les pays riches inscrivent cette dette climatique au passif de leur bilan, ce qu'aucun n'a fait jusqu'à présent.

Comment opérer cette intégration de la dette climatique ? Un cas d'application du problème plus général d'internalisation des dommages climatiques dans l'économie, cheval de bataille de l'ouvrage de Christian Gollier : *Économie de l'(in)action climatique*.

Le lecteur est ici prévenu dès l'introduction : « La science économique est un sport de combat. » Combat mené avec brio par Gollier, dont on connaît le dynamisme à la tête de l'École d'économie de Toulouse. À la lecture de cet ouvrage – vivement recommandée –, on découvre en réalité deux livres. Les deux premiers chapitres et les trois derniers donnent l'une des présentations les plus didactiques qu'on puisse trouver de la tarification carbone. Un véritable morceau d'anthologie. Entre les deux (les chapitres 3 à 7), l'auteur n'hésite pas à pratiquer la *punchline*, pour mettre ses adversaires au tapis ou, mieux, les sortir du ring. Quels adversaires ? Artisans du *backlash* climatique, activistes en tous genres de la cause climatique, hérauts de la décroissance, techno-solutionnistes, populistes de droite comme de

gauche (écologues inclus !)... En réalité, tous ceux qui interviennent dans le débat sur le climat en ignorant superbement les enseignements de la « science économique ». Brillant et illustré de multiples exemples, ce livre dans le livre frustre parfois le lecteur : l'usage systématique de la *punchline* le prive d'un débat plus approfondi sur des questions majeures, comme celle de la décroissance ou de la sortie des énergies fossiles.

Revenons à la tarification carbone. Les deux premiers chapitres en ont rappelé les bases, à partir d'exemples chiffrés illustrant la grande hétérogénéité des actions de réduction des émissions et la dispersion de leurs coûts. La tarification carbone permettra de réduire massivement la facture de la transition bas-carbone, en faisant porter prioritairement les efforts sur les actions les moins coûteuses. C'est un instrument simple, modulable et à portée universelle pour réduire nos émissions. L'affirmation est justifiée pour le carbone fossile mais nettement moins pour le carbone vivant (agriculture, forêts, océan), du fait de la complexité des interactions entre climat et biodiversité. Si l'auteur en convient, il n'en tire peut-être pas toutes les conséquences.

Pour réaliser ses promesses, la taxe carbone doit modifier les anticipations des acteurs avec une trajectoire crédible de hausse du prix du carbone dans le temps. Condition bien difficile à remplir en ces temps de défiance à l'égard des institutions publiques – sans oublier le précédent fâcheux des Gilets jaunes en France. Le livre détaille des pistes très fécondes, comme la création d'une banque centrale du carbone, ou des mécanismes assurantiels sur le modèle des contrats pour différence basés sur des prix du carbone expérimentés en Allemagne.

Autre condition de réussite de la tarification carbone : son acceptabilité sociale grâce à une redistribution judicieuse de son produit. Le livre nous rappelle le caractère régressif d'une taxe carbone non redistribuée. L'énergie pèse bien plus lourd dans le budget des pauvres que dans celui des riches. *A contrario*, il montre le potentiel redistributif d'une taxe carbone dont le produit est retourné de façon forfaitaire aux ménages, surtout si est privilégié un ciblage vers les bas revenus. À l'instar de la majorité des économistes, l'auteur prône une telle redistribution et soutient même l'option d'un ciblage vers les bas revenus.

Le livre détaille de manière très convaincante ces mécanismes sur le plan national ou européen. Un tel mécanisme redistributif serait encore plus puissant avec une taxe carbone mondiale redistribuée de façon forfaitaire par habitant. Et ce d'autant plus que, dans les pays moins avancés, ce sont les riches, et non les pauvres, qui consacrent une plus grande proportion de leurs revenus à l'achat de biens émetteurs de CO₂. *Via* un tel mécanisme, on aurait un levier majeur permettant de quantifier de façon rigoureuse la dette climatique des pays riches et de s'assurer de son règlement. Gollier en renfort du CVF-V20 ?

Christian de Perthuis
Économiste

Relations internationales

LEÇONS DE DIPLOMATIE. LA FRANCE FACE AU MONDE QUI VIENT

Gérard Araud

Paris, Tallandier, 2025, 304 pages

Le double titre du dernier ouvrage de Gérard Araud reflète bien son objet. Il devrait être remis à tout jeune agent arrivant au Quai d'Orsay, comme un manuel du parfait diplomate, conseillant son ministre sur la meilleure façon dont la France doit défendre ses intérêts et faire respecter le droit international dans un monde où « la tragédie est de retour [...] après 77 ans de paix ».

Les premiers chapitres font l'éloge du diplomate à qui revient « le rôle ingrat [...] de définir le champ du possible en politique étrangère ». Dans un monde de plus en plus brutal, où prévalent les rapports de force, que peut faire le diplomate ? L'auteur l'appelle tout d'abord à pratiquer des qualités de caractère, telles la lucidité, la prudence, l'empathie, la recherche du compromis, la maîtrise de ses émotions. Il souligne à juste titre que « le diplomate analyse et conseille ; le président et le ministre décident » : en d'autres termes, le diplomate propose, le président dispose. La décision revient au politique. Ces pages plaident en faveur d'une *Realpolitik* dans laquelle on peut retrouver la pensée toujours présente de Talleyrand.

L'auteur ne manque pas de faire l'éloge du métier d'ambassadeur qui, malgré « les moyens dérisoires » dont il dispose, « n'en reste pas moins le plus beau du monde. Il allie la recherche de

la paix à l'ouverture au monde et à l'honneur du service de la patrie ». Gérard Araud regrette cependant la dilution du rôle du ministère des Affaires étrangères dans le développement des services internationaux des ministères dits techniques. Il souligne le rôle central du ministère de la Défense tout en omettant curieusement celui de l'Économie et des Finances qui, notamment dans le domaine européen et en matière de diplomatie économique, joue un rôle essentiel.

Dans le contexte actuel, que peut faire la France ? Passant en revue les grands dossiers de politique étrangère – nos relations avec l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, notre politique au Moyen-Orient et le rôle joué par nos partenaires –, l'auteur ne cache pas que la marge de manœuvre, inégale selon les dossiers, est faible. Dans le monde multipolaire et brutal qui prévaut, la France, qui n'est qu'une puissance moyenne, a toujours de grandes ambitions. Il s'interroge sur l'influence réelle du « verbe gaullois » et de la « flexibilité mitterrandienne », prônant « un pragmatisme fondé sur une prise en compte lucide des rapports de force et des intentions avouées ou tues des acteurs principaux ». Les ambitions de la France d'aujourd'hui ne peuvent qu'être modestes. Mais peut-elle s'en contenter ?

Dans les pages très pertinentes consacrées à l'Amérique de Donald Trump, l'auteur note à juste titre que l'on méconnaît ce pays, dont on ignore le fonctionnement et les règles du jeu. Si la personnalité de Trump déroutait et inquiète, sa volonté de contrer la montée en puissance de la Chine et de s'éloigner de l'Europe est une orientation majeure qui perdurera avec ses successeurs, quels qu'ils soient.

Avec les perspectives pessimistes qu'offre le monde qui vient, ce livre stimulant démonte nombre d'idées reçues et mérite une lecture attentive.

Denis Bauchard

LA VENGEANCE ET LA PAIX

Marie Robin
Paris, CNRS Éditions, 2025,
250 pages

Interdisciplinaires, les travaux sur la vengeance sont anciens et nombreux, bien que dispersés et souvent peu connus du public. Dans *La vengeance et la paix*, Marie Robin s'attache à montrer en quoi la vengeance agit comme une force structurante des relations internationales. Elle propose plus encore un éventail de pistes pour penser, par effet de miroir, la problématique de la paix. La thèse centrale de l'ouvrage est que la vengeance ne saurait être réduite à une passion privée qu'il faudrait coûte que coûte refouler, comme le veut une longue tradition occidentale. La vengeance se trouve en effet au fondement profond des choix opérés par les États et une majorité d'acteurs non étatiques.

L'une des focales de cet essai consiste ainsi à s'intéresser aux discours et narratifs vengeurs dans l'arène mondiale, conduisant l'auteure à recentrer le débat sur l'importance des émotions, qui ont acquis une place de premier plan dans les analyses de ces dernières décennies. Il est ici question de dépasser la dichotomie usuelle entre impunité et justice afin de mieux souligner combien la vengeance peut, en réalité, être instrumentalisée en vue de légitimer l'emploi de la violence, ou pour restaurer un statut et un honneur que l'on estime bafoués ou perdus.

Parmi les points forts de l'ouvrage, le lecteur retiendra un effort de conceptualisation de cet objet complexe qu'est la vengeance, qui la distingue d'autres notions clés comme la justice et la réparation. Le recours à une multiplicité d'études de cas, dont plusieurs mobilisées dans la durée, avec pour dessein d'allier à la démonstration des exemples concrets, renforce le raisonnement ici développé et éclaire certains ressorts fréquemment occultés des crises géopolitiques actuelles – de la guerre d'Ukraine à la dernière conflagration de Gaza.

L'orientation normative de l'ouvrage invite de surcroît à reconsidérer les processus de paix en incorporant la reconnaissance de l'humiliation comme moteur essentiel des conflits, ce qui ne revient pas à justifier la violence mais à relever l'épaisseur de la vengeance dans ses rapports à une sécurité internationale aujourd'hui foncièrement mise en péril. L'approche méthodologique retenue mêle ainsi l'histoire des émotions aux relations internationales, de l'Antiquité jusqu'à l'ère contemporaine, et permet de saisir les usages politiques de la vengeance autour de généralisations prudentes.

Au nombre des limites du propos, on notera une échelle d'analyse caractérisée par une absence relative d'ethnographie au profit d'une lecture macro des dynamiques à l'œuvre, quoique l'exercice micro n'ait visiblement pas constitué l'ambition de l'auteure. On aurait également apprécié, en guise de conclusion, quelques prescriptions quant aux mécanismes dont pourraient se servir les praticiens de la paix sur ces terrains fragiles et dans leurs protocoles d'intervention, notamment à l'heure où la paix n'a jamais semblé plus évanescence.

La vengeance et la paix n'en reste pas moins une contribution riche et documentée, qui apporte sa pierre à l'édifice du renouvellement des études consacrées à la vengeance, en particulier dans le champ de la politique internationale et dans celui des émotions. L'ouvrage sera utile à tous ceux qui, dans ce XXI^e siècle pour le moins troublé, ne considèrent pas la paix comme une option, encore moins comme une transaction, mais au contraire comme l'unique horizon valable pour un règlement équitable des conflictualités présentes.

Myriam Benraad

DREAM STATES: A LURKING NIGHTMARE FOR WORLD ORDER

Benjamin J. Cohen
Oxford, Oxford University Press,
2025, 248 pages

Benjamin J. Cohen a terminé sa carrière comme professeur d'économie politique internationale à l'université de Californie à Santa Barbara – où il est resté vingt ans – en 2021, alors qu'il avait 84 ans. Quatre ans plus tard, avec *Dream States: A Lurking Nightmare for World Order* (non traduit en français), il propose une relecture ambitieuse du système international à travers la problématique de l'État vu comme objectif commun, « rêve », de nombreuses entités. Il y voit la source possible de nombreux conflits, dont il estime la dangerosité en fonction de leur impact sur les États-Unis.

Cette gradation lui permet de distinguer plusieurs catégories de « rêves d'État », allant des fantaisies (pas très sérieuses) aux « rebelles avec une

cause » prêts à recourir à la violence, en passant par les « rêves éveillés » souhaitant la reconnaissance pacifique de leur identité et les *Drexits*, ayant le projet politique de faire sécession mais de façon politique ; les « clients » sont eux soutenus (voire manipulés) par un voisin puissant qui espère agrandir sa zone d'influence, ou même son territoire.

En bon économiste, Benjamin J. Cohen compare le champ étatique à un marché, entre offre et demande. Son analyse est parfois plus théorique que profondément attachée aux dynamiques empiriques et socio-politiques, mais elle est très pédagogique. Le livre est riche en images, citations mais aussi dictons issus des traditions populaires, avec souvent beaucoup d'humour. Sur-tout, on prend plaisir à lire les chapitres sur les « fantaisies » ou les « rêves éveillés », car la collecte est impressionnante de situations dans lesquelles ont éclos des rêves d'État. On aimerait parfois que l'auteur détaille ses collections de « rêveurs éveillés », mais ce serait au détriment de l'esprit synthétique de l'ouvrage.

L'effort prospectif est remarquable. On retiendra l'hypothèse d'un rêve de *Drexit* aux États-Unis, nourri par une radicalisation politique encore exacerbée depuis l'élection de Donald Trump. Cohen insiste sur la fragilité des fédérations russe et indienne. Il consacre un chapitre aux difficultés des fédérations, oubliant que ce modèle constitutionnel est une solution précaire, mobilisée pour renforcer un État déjà touché par des tensions séparatistes, d'où sa fragilité.

Dans son chapitre de conclusion, l'auteur n'hésite pas à proposer des solutions aux conflits qui émergent des

rêves d'État. Il considère qu'ils sont différents des autres conflits et requièrent des solutions spécifiques, insistant, avec raison, sur l'importance d'une approche pragmatique qui prenne en compte les diverses dimensions composant un État. Il est donc possible de construire des formes étatiques variées, compatibles avec la coexistence de différents modèles institutionnels dans et entre États. Mais sa proposition de créer une institution onusienne consacrée aux rêves d'État semble par trop institutionnelle, et même traduire une certaine méconnaissance du fonctionnement des Nations unies.

On regrette que l'auteur n'ait pas approfondi la connaissance des exemples qu'il mobilise. Il confond ainsi Al-Qaïda (ou AQMI) et Daesh. Surtout, il mobilise certains cas pour illustrer des catégories différentes de « rêve étatique », et on se perd parfois dans les catégories présentées en deuxième partie, puis dans la description, en partie trois, des futurs « points chauds ».

Aline Leboeuf

Économie

MAKING MONEY WORK: HOW TO REWRITE THE RULES OF OUR FINANCIAL SYSTEM

Matt Sekerke et Steve H. Hanke
Hoboken, John Wiley & Sons,
2025, 368 pages

Cet ouvrage ne manque pas d'ambition : il se propose d'une part d'établir

les fondations d'une nouvelle théorie néo-monétariste, de l'autre d'avancer des propositions pratiques de réforme de la régulation bancaire aux États-Unis. Hélas, la mayonnaise a du mal à prendre : après avoir tenté de digérer ces pages si denses, théoricien et régulateur resteront sans doute tous deux sur leur faim.

Pourtant, le volume s'ouvre sur des prémisses prometteuses : les auteurs critiquent à raison les microfondations fragiles des modèles macroéconomiques néo-keynésiens utilisés par les banques centrales ; ils plaident pour la réintégration de la dimension comptable dans ces modèles, afin de mieux appréhender les mécanismes de création monétaire. En effet, à la différence des autres organismes financiers, les banques ne sont pas des intermédiaires réinvestissant du capital emprunté : elles créent *ex nihilo* les dépôts qui figurent au passif de leur bilan.

Mais après avoir posé ces prémisses convaincantes, l'argument de Sekerke et Hanke devient vite moins probant. Ils expliquent que, depuis la crise de 2008, les banques états-uniennes ont prêté assez peu et perdu des parts de marché au profit d'autres acteurs. Pourquoi ? À cause des contraintes draconiennes mises en place par les régulateurs dans l'esprit des accords de Bâle III. Si cet assèchement des prêts bancaires n'a pas eu de retombée négative jusqu'à ce jour, c'est grâce à la surabondance des capitaux que certaines catégories d'épargnants (notamment les étrangers) ont décidé de placer sur le marché du pays. Mais avec le vieillissement rapide de ces épargnants, l'offre de capitaux va rapidement se tarir, ne permettant plus de faire face à une demande grandissante. Afin d'éviter la catastrophe imminente, la solution des auteurs consiste à

revenir aux bons temps d'antan : encourager les banques à prêter davantage, en abolissant les contraintes de Bâle III et en restaurant la séparation nette entre activités de banque et activités de marché (maintenue jusqu'en 1999 par les lois Glass-Steagall).

Bien que reprenant des idées intéressantes, *Making Money Work* est un essai dont la limite principale est d'ordre épistémologique : du fait de sa nature hybride, l'ouvrage mobilise de manière interchangeable hypothèses théoriques, démonstrations empiriques et opinions personnelles, au point que le lecteur ne comprend jamais clairement si les auteurs sont en train de défendre la solidité de leur modèle néo-monétariste, la qualité de leur analyse du système financier des États-Unis, ou (plus prosaïquement) le bien-fondé de leur croisade contre la mise en oeuvre des accords de Bâle III.

Le lecteur étranger sera désarçonné par l'« universalisation » du très spécifique contexte états-unien, ainsi que par la conclusion assez hâtive que la séparation nette entre activités bancaires et activités de marché serait la panacée contre tous les maux. Si l'on peut partager le constat des auteurs selon lequel Bâle III crée un désavantage compétitif pour les banques face aux autres intermédiaires, on peut légitimement se demander si la solution ne consisterait pas à mieux réguler les marchés plutôt qu'à déréguler le secteur bancaire. Mais le retour au pouvoir de Donald Trump ayant désormais fait dérailler l'adoption de Bâle III aux États-Unis, *Making Money Work* pourrait déjà avoir perdu une bonne partie de sa raison d'être.

Stefano Ugolini

THE ROUTLEDGE HANDBOOK OF ISLAMIC ECONOMICS AND FINANCE

Hussain Mohi-ud-Din Qadri,
M. Ishaq Bhatti et Mohd Azmi
Omar (dir.)

New York, Routledge, 2025,
452 pages

Alors que la littérature sur l'économie et la finance islamiques est désormais abondante, cet ouvrage entend proposer un état de l'art à l'aune de dynamiques multiples : l'essor technologique, la fin-tech, la *blockchain*, la hausse des prix du pétrole et des matières premières, mais aussi la demande de 1,5 milliard de musulmans à travers le monde. L'ambition est ici d'offrir, chapitre après chapitre, une synthèse des connaissances disponibles, des controverses en cours et des pistes de recherche dans un champ en mutation rapide.

Le volume est structuré en trois parties (économie, business et finance islamiques) et adopte le format classique du recueil thématique. Le chapitre d'ouverture (Qadri, Bhatti et Omar) situe l'économie et la finance islamiques dans un contexte global marqué par la numérisation et par la recherche d'une finance « éthique ». Côté *Islamic business*, Hamidi et Aisyah (chapitre 10) analysent, en Indonésie, les déterminants de l'adoption des fintech islamiques par les millennials et la génération Z, en soulignant l'importance de la confiance, des usages numériques et des profils d'adoption.

Le principal apport de l'ouvrage tient à l'ouverture thématique : économie circulaire, objectifs de développement durable, microfinance, investissement à impact, finance sociale (*zakat*, *waqf*) et économie numérique sont abordés

comme des prolongements du paradigme islamique, et non comme des annexes. La partie « finance » illustre particulièrement cette orientation. Le chapitre 23 (Khalequzzaman, Rahman et Kamsin) compare des modèles de microfinance conformes à la charia destinés à l'allègement de l'extrême pauvreté, en discutant les arbitrages entre ciblage des plus vulnérables, viabilité des dispositifs et exigences de conformité. Pour un lectorat européen, la contribution de Biancone et Corsini sur l'histoire du système financier islamique en Italie (chapitre 20) offre un point d'entrée européen, utile pour penser le rôle des cadres juridiques et des trajectoires nationales.

Les limites de l'ouvrage sont, pour partie, celles du genre : hétérogénéité des chapitres et inégalités de profondeur, au risque de l'effet catalogue. Sur-tout, si certains textes proposent une mise à distance critique – par exemple *via* l'examen de la critique mawdûdienne de l'économie capitaliste (chapitre 9) –, on aurait souhaité un traitement plus substantiel de la politique monétaire en économie islamique : comment penser la stabilisation macro-économique en dehors du levier des taux d'intérêt ?

En définitive, ce *Handbook* constitue une ressource dense pour chercheurs et praticiens désireux de cartographier les débats et terrains émergents ; il éclaire plus les tendances que les arbitrages normatifs, mais offre un point d'entrée solide sur une finance islamique de plus en plus connectée aux enjeux technologiques et aux agendas du développement durable.

Ezzedine Ghlamallah

Sécurité/Stratégie

LA GAUCHE ET L'ARMÉE EN FRANCE. DE MAI 68 À NOS JOURS

Maxime Launay

Paris, Nouveau Monde Éditions,
2025, 496 pages

Comment expliquer l'évolution des relations entre la gauche et les armées au second XX^e siècle, et avec elle le passage de l'opposition au consensus sur les grands sujets de défense nationale, dans cette période charnière où émergea notre modèle d'armée contemporain, lequel devint progressivement nucléaire malgré pacifistes et écologistes, professionnel en dépit d'un attachement socialiste viscéral à la conscription nationale, ou encore interventionniste malgré le rejet – notamment communiste – du « colonialisme » ? C'est le projet de Maxime Launay, qui publie, depuis l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, une version remaniée de sa thèse d'histoire contemporaine, soutenue en 2023 en Sorbonne.

L'auteur situe la formation de ce consensus autour de l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981. Souhaitant « sortir de la marginalité dans laquelle ils ont plongé avec l'avènement de la V^e République », ceux-ci font le choix de s'approprier l'héritage gaullien en matière de défense. Le Congrès fondateur d'Épinay de 1971 accouche ainsi d'une stratégie de présidentialisation, menée par François Mitterrand pour qui « le devoir d'un socialiste, c'est aussi de contribuer à la défense de son pays ». Paradoxalement, le Programme commun établi au seuil

des années 1970 par le PS avec les communistes, en vue des élections législatives puis présidentielles, amorce en fait le déclin de l'antimilitarisme régnant à gauche jusqu'alors, et dont l'auteur rappelle l'enracinement dans ses diverses familles « radicale, socialiste, communiste, anarcho-syndicaliste, écologiste pour en citer les principales ». L'historien, qui a pu puiser à leurs précieuses sources, restitue l'« effervescence » des débats sur la défense post-mai 68, documentant avec précision les nuances des factions « antinucléaires, écologistes, pacifistes ou libertaires », militant contre l'achèvement du modèle français de dissuasion nucléaire ou critiquant, à plusieurs titres, le service militaire fraîchement réformé par la « loi Debré » du 9 juillet 1970.

La gauche et l'armée en France interroge également la diffusion des idées socialistes au sein du corps social militaire, perçu après l'Algérie comme réactionnaire, bourgeois et plutôt clérical concernant les officiers. Une première « normalisation des relations entre socialistes et militaires » intervient dans les années 1970, à la faveur des débats sur la dissuasion populaire puis surtout sur la dissuasion nucléaire, auxquels participèrent, officiellement ou officieusement, de nombreux officiers. Par la suite, et jusqu'au quinquennat de François Hollande, la gauche entretient une relation décomplexée et apaisée avec des militaires qui se sont montrés loyaux et efficaces depuis la guerre du Golfe. La confiance est-elle toujours réciproque ? « La méfiance à l'égard de la politique, et des responsables de gauche en particulier, est moins apparente qu'intériorisée » conclut l'auteur.

On retiendra que l'ouvrage s'achève sur le regret d'une « désidéologisation » du débat politique, tous partis confondus.

Les sujets de défense, médiatisés, ne posent plus question comme il y a cinquante ans ; l'antimilitarisme ou le pacifisme ayant peu d'audience pour l'heure. Comme Jean Jaurès, « plus réformiste que révolutionnaire », Maxime Launay invite pourtant à s'interroger sur « la pérennité du modèle de défense français ».

Louis-Marie Baille

États-Unis

LE SUICIDE DE L'AMÉRIQUE

François Heisbourg
Paris, Odile Jacob, 2025,
176 pages

LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE DU POPULISME. LES LEÇONS DU TRUMPISME

Élisa Chelle
Paris, Odile Jacob, 2025,
224 pages

Ces deux ouvrages, malgré leurs différences d'approche, traitent au fond du même sujet : la fin des États-Unis et du modèle américain, tels que nous les connaissions depuis 1945.

Pour François Heisbourg, le premier quart de ce siècle aura mené les États-Unis à une « faillite », entendons : la décomposition de l'empire américain. Cette situation présente tous les traits d'un paradoxe achevé. En effet, la fin de l'*imperium* ne procède ni d'une défaite ni d'un effondrement, mais bien de la

volonté de l'exécutif – à commencer par Donald Trump, qualifié au passage de « vandale » – de déconstruire ce que ses prédécesseurs avaient établi et défendu. Pour Heisbourg, la manifestation de ce suicide a été le discours de J. D. Vance à Munich le 14 février 2025, dans lequel le vice-président n'a pas hésité à tacler les régimes démocratiques européens, foulant aux pieds la confiance sur laquelle repose l'alliance transatlantique. Pour l'auteur, cette date « marque symboliquement le début de la phase aiguë du suicide de l'Amérique comme puissance impériale, suicide dont les causes sont d'abord américaines ».

François Heisbourg commence par évoquer les deux moments impériaux qui ont scandé l'histoire des États-Unis. Au XIX^e et au début du XX^e siècle, le premier empire américain était territorial ; il procédait de l'extension continentale du territoire national et d'une expansion dans l'espace caribéen. Le second moment impérial a débuté au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : il s'appuyait moins sur des conquêtes et sur l'usage de la force que sur une « puissance structurelle » et un *soft power* qui ont permis à Washington de maîtriser des pans entiers de la planète au travers de normes, de valeurs partagées mais aussi d'alliances militaires dont les États-Unis étaient les garants.

Si la décomposition de l'empire américain a commencé avec l'invasion de l'Irak et le début de « guerres sans fin » au Moyen-Orient, c'est bien, pour Heisbourg, l'administration Trump qui s'ingénie à détruire les piliers sur lesquels reposait cet empire : retrait des institutions de gouvernance mondiale, fin des garanties de sécurité aux alliés de l'OTAN, ingérence dans les affaires européennes au profit de partis d'extrême droite, indulgence coupable

vis-à-vis de la Russie, condamnation du libre-échange au profit d'une guerre commerciale permanente, menaces récurrentes sur les pays du continent américain au nom de la « défense hémisphérique », mépris du droit et recours systématique à l'intimidation et à la force. *In fine*, la défiance dans la parole américaine, devenue violente et égoïste, a achevé de transformer la puissance garante d'ordre en un porteur de chaos, pour le plus grand bénéfice de la Russie et de la Chine. Si Heisbourg pense qu'un sursaut européen est encore possible, c'est bien le pessimisme qui prévaut ici.

L'ouvrage d'Élisa Chelle constitue un pendant à celui d'Heisbourg. Là où le dernier guette les conséquences internationales de la politique américaine, le premier est une enquête sur la vague politique qui traverse les États-Unis : le populisme. Rejoignant Marc Lazar, pour qui « le populisme n'est pas un problème mais l'expression d'un problème », l'auteure estime que Trump et son administration ne sont pas « une anomalie qu'il suffirait d'évacuer pour retrouver le cours "normal" d'une histoire séculaire. Il traduit un changement profond des formes de représentation et de mobilisation électorales ».

L'ouvrage analyse six « leçons » tirées de l'expérience trumpiste, avec l'idée que les États-Unis constituent un « laboratoire grandeur nature » des mutations affectant les démocraties occidentales. Y sont examinés le succès de Trump – en dépit ou cause de ses outrances –, l'affaiblissement d'une gauche dont le discours est décalé des attentes populaires, la revanche de l'argent – le populisme actuel est bien souvent un « populisme d'héritiers ». À chaque fois, Élisa Chelle dresse des parallèles avec la situation européenne, qui

montrent les limites de l'idée d'une internationale populiste. Elle souligne en outre que la vague populiste n'est pas toute-puissante ; les contre-pouvoirs fonctionnent et limitent les ambitions de Trump, bien que celui-ci le nie.

On sort de la lecture de ces deux ouvrages avec le sentiment d'une mise en perspective salutaire du panorama politique et géopolitique actuel. On regrettera pourtant l'absence d'une véritable prise en compte de deux phénomènes qui sous-tendent la vague populiste actuelle : d'une part les externalités négatives d'une mondialisation qui a plus profité aux pays émergents qu'aux pays occidentaux ; d'autre part « l'accélération », au sens où l'entend Hartmut Rosa, qui explique largement la désaffection des électeurs populaires pour le progressisme.

Frédéric Munier

Europe

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Jean Mafart

Bruxelles, Bruylant, 2025,
256 pages

L'ouvrage propose une analyse approfondie de l'histoire et de l'évolution de la politique européenne de sécurité intérieure, en mettant en lumière ses priorités stratégiques ainsi que la diversité de ses acteurs. Il souligne la dynamique progressive d'eupéanisation de cette politique, dont l'accélération a

été particulièrement marquée à la suite d'événements structurants : au premier rang, les attentats terroristes de 2015.

Jean Mafart met en évidence le caractère fondamentalement transversal de la politique européenne de sécurité intérieure, d'où la mise en place d'une stratégie spécifique au niveau de l'Union – accompagnée, un temps, d'un commissaire spécifiquement chargé de ce portefeuille – et la mobilisation d'un large éventail de directions générales de la Commission européenne. L'ouvrage dépasse le seul champ policier pour intégrer les questions de justice pénale, de menaces cyber et hybrides, ainsi que les liens avec la politique migratoire dans le cadre du Nouveau Pacte sur la migration et l'asile. Il met aussi en évidence l'influence croissante d'autres politiques de l'Union, comme la politique du numérique ou du marché intérieur. Enfin, il souligne le rôle structurant de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme.

L'auteur montre bien comment l'Union européenne s'est adaptée à l'évolution des menaces sécuritaires en développant un ensemble cohérent d'instruments législatifs (directives et règlements) et non législatifs (stratégies, agences, réseaux de coopération), pour soutenir et accompagner l'action des États membres. Il rend compte avec précision de la réalité des relations entre États membres et institutions européennes, soulignant que le renforcement des compétences de l'Union dans ce domaine, s'il peut parfois mettre à mal la notion de « sécurité nationale » pourtant consacrée par les traités européens, repose d'abord sur l'assentiment – et souvent l'initiative – des États membres eux-mêmes.

Comme le rappelle l'auteur, la sécurité collective de l'Union dépend du niveau de protection de chacun de ses membres, d'où l'intérêt partagé à l'élévation des standards communs. Dans cette logique, la Commission européenne s'assure généralement en amont de toute nouvelle proposition législative d'un soutien politique suffisant. L'auteur note également que la confiance mutuelle entre États membres est une condition indispensable à toute avancée.

Un élément pourrait être explicité : l'impact des représentants d'intérêts dans l'élaboration de ces politiques. Les exemples du lobby européen des armes à feu, structuré en une véritable « NRA européenne » lors des négociations sur la directive correspondante, ou encore de l'action des GAFAM dans les débats sur les textes numériques (règlement sur les contenus terroristes en ligne ou *Digital Services Act*) illustrent la tendance.

L'ouvrage offre une vision globale et concrète de l'action européenne en matière de sécurité intérieure et du fonctionnement des mécanismes décisionnels bruxellois. Il rend plus visible une politique encore largement méconnue du grand public. Sa contribution apparaît d'autant plus pertinente dans un contexte politique marqué par des tentatives de repli national, et alors même qu'une intégration renforcée dans le domaine de la sécurité intérieure semble indispensable à la préservation de la sécurité collective européenne.

Séverine Wernert

VOLIA. ENGAGÉE VOLONTAIRE DANS LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

Anastasia Fomitchova

Paris, Grasset, 2025, 288 pages

En février 2022, dès le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, Anastasia Fomitchova s'engage dans un bataillon médical hospitalier, ce qu'elle a déjà fait en 2017-2018. Le récit qu'elle livre de cet engagement est un remarquable témoignage sur la guerre telle qu'elle est vécue par les Ukrainiens sur le front (Sievierodonetsk, Lyssytchansk, Bakhmout) et sur l'impressionnante capacité de mobilisation d'une société civile déterminée et dynamique.

La réalité sur le terrain est une violence extrême. Ce que le Kremlin appelle une « opération militaire spéciale » est une guerre hybride, meurtrière, de haute intensité. Pour les bataillons médicaux, « l'enfer » est quotidien, « les limites de la capacité humaine à endurer l'horreur » sans cesse atteintes. La Russie bombarde des bâtiments civils (infrastructures énergétiques, hôpitaux, écoles), cible les populations, a recours à des armes chimiques, etc. Elle ne parvient pas pour autant à ses fins. Quatre ans après le début de cette agression, les forces russes occupent près de 20 % du territoire ukrainien mais elles n'ont remporté aucune victoire stratégique décisive. Elles ont trouvé face à elles une nation en armes déterminée à défendre son territoire et son indépendance. Il y a certes des désertions et des cas de collaboration avec l'ennemi, mais grâce à la *volia* – terme, écrit l'auteure, qui désigne « la force de nous battre pour notre indépendance et notre liberté » –, l'Ukraine oppose une formidable résistance à l'envahisseur. Elle le paie cher – « l'océan de blessés et de morts » que les bataillons médicaux

voient chaque jour arriver ne laisse aucun doute sur l'ampleur des pertes humaines – mais continue à avoir confiance dans l'avenir. D'où vient cette force ?

La *volia* tient à de puissants sentiments d'identification nationale. Anastasia Fomitchova est franco-ukrainienne et a grandi en France. En février 2022, elle est à Paris où elle mène une vie étudiante « insouciant, normale ». Mais, à ses yeux comme à ceux de nombreux civils ukrainiens (qui jouent dans ce conflit un rôle essentiel), il n'y a pas d'alternative à un engagement immédiat pour s'opposer au « projet génocidaire » porté par Vladimir Poutine, à une guerre « existentielle ». Cette détermination est renforcée par le choc de la découverte des massacres perpétrés par les Russes à Boutcha et à Irpin. La « rage » que ceux-ci provoquent aggrave le profond ressentiment engendré par l'historiographie véhiculée par la Russie au fil de siècles de « domination » et de « mépris », par les stigmates « infligés à notre nation » (en particulier l'Holodomor, la grande famine du début des années 1930), par la propagande russe sur une Ukraine « nazie » qui ne serait qu'une marionnette des États-Unis. La *volia* tient aussi à un choix de société : les Ukrainiens se battent pour « un monde bâti sur des valeurs que la Russie cherche à détruire ».

Le soutien des Occidentaux (armements, Starlink, volontaires étrangers, etc.) est très présent dans cet ouvrage. Les Ukrainiens leur en sont reconnaissants, mais ils sont aussi déçus lorsque l'aide est quantitativement et qualitativement plus modeste qu'espérée, notamment pour des raisons liées à la peur d'une escalade pouvant conduire à une guerre avec la Russie.

Anne de Tinguy

Moyen-Orient et Monde arabe

IDÉES REÇUES SUR L'IRAN. UN POUVOIR À BOUT DE SOUFFLE ?

Clément Therme

Paris, Le Cavalier Bleu, 2025,

232 pages

TÉHÉRAN-WASHINGTON 1979-2025.

LE GRAND SATAN À L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE

Clément Therme

Paris, Hémisphères Éditions, 2025,

262 pages

Ces deux ouvrages publiés récemment sont particulièrement bienvenus à un moment où l'Iran revient au premier plan de l'actualité avec une interrogation de plus en plus pressante : le régime de la République islamique va-t-il s'effondrer et comment ? À travers ces livres, Clément Therme, l'un des meilleurs connaisseurs de ce pays sensible, propose l'analyse critique d'un régime rejeté par une large majorité de sa population et qui entretient depuis toujours des relations difficiles avec les États-Unis.

Dans *Idées reçues sur l'Iran*, il essaie de répondre, de façon nuancée et documentée, aux questions que l'on peut se poser à l'égard d'un pays et d'une société qui font parfois l'objet de jugements sommaires – qu'il s'agisse du nationalisme iranien, du rôle de la société civile, des minorités ethniques, de son potentiel pétrolier, de son programme nucléaire ou de l'impact des sanctions sur son économie.

L'auteur s'interroge aussi sur l'avenir du régime. Jusqu'à une date récente, la pression en faveur du *regime change* venait essentiellement de l'extérieur, notamment des États-Unis, mais depuis 2022 s'est instaurée « une dynamique de transformation endogène ». Économique et sociale à l'origine, elle est manifestement devenue politique et tend à s'élargir à toutes les composantes de la société : jeunes, intellectuels, femmes, commerçants du bazar de Téhéran qui avaient contribué à la chute du Chah. Cette évolution va-t-elle produire la chute de la République islamique ? Clément Therme apporte une réponse nuancée, évoquant une recomposition du pouvoir qui pourrait écarter un Guide vieillissant et honni. Mais ce ne sera sans doute pas suffisant pour désarmer le rejet de plus en plus massif d'un régime qui se trouve dans une impasse économique et politique évidente.

La relation entre les États-Unis et la République islamique fait l'objet du second ouvrage. Elle est placée, de part et d'autre, sous le signe de l'ambiguïté. D'un côté, la dénonciation du « Grand Satan » a été l'un des fondements de l'instauration du régime. Mais celui-ci, avec la présidence du réformateur Mohamed Khatami élu en 1997, essaie d'instaurer un dialogue qui ne prend véritablement ampleur qu'avec Mahmoud Ahmadinejad, pourtant conservateur agressif, puis en 2013 avec l'élection d'Hassan Rohani.

Du côté américain, l'objectif est bien le *regime change*. L'assaut de 1979 contre l'ambassade américaine à Téhéran puis la détention pendant 444 jours des 52 diplomates otages ont suscité un traumatisme dans l'opinion américaine, qui s'est traduit par l'arrivée de Reagan au pouvoir. Il s'en est suivi une politique de sanctions tous azimuts, des

incitations à la révolte des minorités – notamment kurdes –, une guerre informationnelle et des opérations de l'ombre conjointes avec Israël. Mais le dialogue n'a jamais cessé, notamment à travers les ambassadeurs de Suisse en Iran chargés des intérêts américains, qui ont joué un rôle actif.

D'autres acteurs sont intervenus, comme le Qatar, le sultanat d'Oman et certains États européens. L'élection de Barack Obama ouvre un dialogue plus direct. Enfin, en octobre 2009, la première rencontre après trente ans a lieu entre deux hauts diplomates, William Burns et Saïd Jalili. Ce dialogue direct devait déboucher sur l'accord nucléaire de juillet 2015, dénoncé trois ans plus tard par Donald Trump. Après la guerre des douze jours de juin 2025, on proclame de part et d'autre une volonté de dialogue, mais elle cache mal la méfiance, voire, du côté américain, une volonté renouvelée de déstabilisation d'un régime affaibli.

Ces deux ouvrages permettent de mieux comprendre les événements actuels qui peuvent conduire à l'acte de décès de la République islamique.

Denis Bauchard

AZADI. 1 079 JOURS OTAGE EN RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Benjamin Brière

Paris, Robert Laffont, 2025,

396 pages

Benjamin Brière livre un témoignage brut et politique, où s'entrelacent l'intime et le stratégique. Le récit met en lumière une tension centrale : celle qui oppose les intérêts d'un État – la

France – au destin d'un individu pris dans les engrenages de la « diplomatie des otages » de l'Iran. Ce cri de douleur, sans pathos inutile, permet de saisir de l'intérieur les rouages d'une pratique coercitive devenue un instrument de politique étrangère, tout en rappelant la difficulté – et le risque – pour les citoyens français de se rendre en Iran aujourd'hui.

Le livre retrace avec précision les épreuves de la détention : l'arbitraire des interrogatoires, la violence symbolique et matérielle du milieu carcéral, l'isolement, puis la grève de la faim comme ultime levier. Face à ses geôliers, Brière ne dispose que d'un seul argument : sa vie. Cette asymétrie radicale éclaire la logique prédatrice de l'État détenteur mais aussi les marges étroites de l'État libérateur, contraint de négocier sans reconnaître publiquement la transaction. Libéré officiellement « pour raisons humanitaires », l'auteur confie pourtant le sentiment persistant d'avoir été un pion, déplacé sur un échiquier qui le dépasse.

Un des apports majeurs de cet ouvrage réside dans la place accordée aux proches. Le rôle héroïque de sa sœur, la mobilisation familiale et la souffrance silencieuse de l'entourage rappellent que la prise d'otage déborde largement la cellule : elle affecte des vies entières. La question du retour, souvent occultée, est abordée avec lucidité : la nécessité d'un accompagnement des anciens otages, la difficulté de la reconnexion sociale et psychique, les tracasseries administratives, l'après-coup d'une violence qui ne s'éteint pas à la libération.

Au-delà du cas individuel, ce livre interroge la responsabilité collective. Le témoignage souligne l'impuissance relative des États face à la diplomatie des

otages et la fragilité des garanties consulaires, sans céder à la simplification. L'auteur relève notamment que, jusqu'à l'arrestation de Cécile Kohler et Jacques Paris, au mois de mai 2022, son dossier ne relevait pas de la cellule de crise du Quai d'Orsay mais du service en charge des détenus français à l'étranger. Une clarification juridique est donc nécessaire pour reconnaître les cas de détention arbitraire utilisés comme monnaie d'échange politique. C'est ce que la France a fait en 2022 en qualifiant d'« otages d'État » les ressortissants français détenus en Iran.

Enfin, la postface de Nazila Maroofian, militante pour les droits civils et journaliste iranienne plusieurs fois arrêtée depuis 2022, notamment après avoir interviewé le père de Mahsa (Jina) Amini, aide à comprendre, très concrètement, comment la République islamique fabrique sa « vérité » : en contrôlant les récits, en tordant les faits et en punissant celles et ceux qui enquêtent. Dans le contexte du mouvement de contestation déclenché le 28 décembre 2025 et de sa répression, d'une violence inédite, elle replace l'épreuve de Benjamin Brière dans une mécanique plus large, où justice et politique se confondent, et où la désinformation devient une stratégie diplomatique. *Azadi* s'impose ainsi comme un document précieux : pour comprendre la prison iranienne, le point de vue de l'otage face à l'État prédateur mais aussi les limites de l'action de l'État libérateur. Un livre nécessaire, à la fois témoignage et mise en garde.

Clément Therme

Russie

SOUCASTNIKI. POCEMU ROSSIJSKAA ELITA VYBRALA VOIJNY [LES COMPLICES. POURQUOI LES ÉLITES RUSSES ONT CHOISI LA GUERRE]

Alexandra Prokopenko
Berlin, StraightForward Foundation,
2025, 416 pages

Ce livre figure parmi ceux qui ne peuvent plus être publiés en Russie et paraissent grâce à la détermination d'éditeurs indépendants en exil. Économiste et ancienne analyste à la Banque centrale de Russie, l'auteure a quitté le pays après le début de la guerre mais entretient un dialogue nourri avec une partie de ses élites civiles. Elle se concentre sur l'exécutif fédéral, les jeunes bureaucrates et le monde des affaires lié à l'État, laissant volontairement de côté structures de force (*siloviki*), députés et responsables régionaux. L'ouvrage repose sur une longue observation du système de l'intérieur, complétée par des dizaines d'entretiens depuis le début de la guerre. L'intérêt de l'ouvrage réside moins dans l'explication théorique que dans l'accès à de précieux matériaux empiriques éclairant un système très fermé.

Son objectif est d'expliquer pourquoi ces élites russes, occidentalisées en apparence, n'ont pas protesté contre la guerre et se sont rapidement mises au service administratif, économique et idéologique d'un conflit qu'elles n'avaient ni voulu ni anticipé. Tout se joue avant la guerre. Le processus de sélection, fondé sur la loyauté, le

contrôle par des *siloviki* omnipotents, la dépolitisation et l'adhésion aux règles informelles sous menace d'exclusion du système et de perte du statut social, a abouti à la métamorphose profonde de ce qui ne peut plus, au vrai, être qualifié d'« élite ». Dans la Russie de Poutine, il s'agit d'un groupe de « nobles » ayant accès aux attributs du pouvoir et aux ressources, mais dépourvus de toute capacité de décision et d'autonomie d'action.

La guerre a parachevé la transformation de ces « nobles » en simples instruments de gestion « sans réflexion, sans discussion, sans émotions » au service d'un régime personnel. En dépit du choc initial provoqué par l'invasion, le système collectif s'est rapidement concentré sur la gestion routinière des conséquences d'une décision perçue comme un cataclysme naturel, ne demandant pas jugement moral mais capacité d'adaptation. Si la guerre n'a provoqué ni division ni défection dans les élites, elle ne les a pas non plus consolidées autour du président : elle les a entraînées de fait dans une zone grise de collaboration contrainte et de recherche opportuniste de bénéfices. Quant au monde des affaires, sa prospérité et sa sécurité dépendent directement du Kremlin, qui lui permet de s'enrichir, le protège et le rend dépendant politiquement et économiquement de la continuité du système. Toutes ces élites nourrissent une rancune croissante à l'égard de l'Occident, dont les sanctions sont perçues comme injustes et les privant de possible porte de sortie.

Le système politique russe en guerre donne l'illusion de la stabilité et de l'efficacité alors que les décisions y sont prises arbitrairement, les procédures ne servant qu'à les légitimer. La politique

de l'État se réduit à une adaptation constante, voire à une improvisation, cherchant des résultats immédiats favorables au Kremlin. L'information y est si déformée que même les plus hauts responsables agiraient sur la base d'une vision déformée et tronquée de la réalité. L'élite « morte-vivante » aura beaucoup de difficultés à gérer la transition post-Poutine – sujet tabou –, qui risque d'être une période de désorientation, de féroces rivalités et d'instabilité durable plutôt qu'une ouverture démocratique.

Tatiana Kastouéva-Jean

THE RISE OF THE RUSSIAN HAWKS: IDEOLOGY AND POLITICS FROM THE LATE SOVIET UNION TO PUTIN'S RUSSIA

Juliette Faure

Cambridge, Cambridge University
Press, 2025, 386 pages

Juliette Faure propose une analyse de l'évolution de l'idéologie politique russe, en retraçant différentes étapes du régime post-soviétique. À commencer par les années Khrouchtchev, qui ne connaissent qu'une timide ouverture. Des années 1950 aux années 1990, on assiste à une dénonciation systématique de l'idée de progrès.

C'est alors que se constituent des groupes de pensée conservateurs, les *Hawks*, qui prônent une restructuration progressive des institutions post-soviétiques et dont l'influence idéologique marque le processus socio-historique de la Russie contemporaine.

Alexandre Prokhanov est parmi les premiers à relever le grand défi : défendre les valeurs de l'État et de l'armée. En 1988, il se positionne parmi les gardiens des

valeurs prérévolutionnaires contre la libéralisation de l'économie et de la culture, avec son alliance anti-perestroïka, et en participant au *putsch* visant à destituer Gorbatchev avec les patriotes nationalistes. Son pragmatisme des années Eltsine est déçu avec l'éclatement de la guerre de Tchétchénie. Sa revue *Den* est alors remplacée par le journal *Zavtra* en 1993.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine marque un tournant pour les *Hawks*, avec un discours sécuritaire à la fois anticapitaliste et conservateur qui fascine les jeunes générations. Une nouvelle « doctrine russe » réévaluée dès lors le vieux mythe fédérateur, autour de la famille, de l'empire et de l'église. Une vision soutenue au moment de la révolution orange en Ukraine par Vitalii Averyanov, pour qui l'appartenance à une ethnie constitue un véritable attribut identitaire, et une alternative à la globalisation à travers un partenariat régional.

En 2005, le régime adopte une partie des idées *Hawks* défendues par le club d'Izborsk, mais cet élan anti-occidental semble bientôt bafoué par les libéralisations de Dmitri Medvedev. Le club contribue néanmoins à légitimer le régime de Poutine dans sa campagne présidentielle plus conservatrice. L'apparition du club Valdai semble également avoir son influence au sein des institutions, en légitimant l'annexion de la Crimée, territoire emblématique russe, alors que Prokhanov envisage un contrôle par des moyens économiques, idéologiques et psychologiques. Poutine s'oppose à cette vision de *Novorossia* réclamant l'ouverture d'un couloir humanitaire, en dépit de l'opposition accrue du club d'Izborsk à compter de l'été 2014. Signés en 2014, les accords de Minsk reconnaissant l'autonomie du

Donbass n'ont pas mis un terme au conflit. La question des droits politiques et culturels des minorités ethniques russes en Ukraine était au cœur de la stratégie offensive de la doctrine du monde russe invoquée par Poutine lors de son troisième mandat, entre 2016 et 2018.

Un mandat marqué par une collaboration toujours plus étroite entre le club d'Izborsk et les ministères en termes d'éducation sociale et militaire, avec

l'accent porté sur une éducation patriotique privilégiant l'écriture d'une histoire fortement axée sur l'espace post-soviétique. Les *Hawks* jouent désormais un nouveau rôle dans la conception de textes scolaires voués à orienter les nouvelles générations. Une influence grandissante que l'auteure a su analyser tout au long de son ouvrage avec précision, en insistant sur les moments clés d'un régime dont l'évolution semble figée dans le temps.

Francesca Celi

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement
sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2026

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Professionnels	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €		
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €		
TOTAL DE VOTRE COMMANDE			 €
FRAIS DE PORT (achat au n° seulement)		3,00 € pour une commande < à 35 € 0,01 € pour une commande > à 35 €	 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. +33(0)1 41 23 67 21 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville :Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- ☐ Par chèque à la commande
- ☐ À réception de facture (institutions uniquement)
- ☐ Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au +33(0)1 41 23 67 21

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

